

ARRÊTÉ D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET DE STATIONNEMENT

NACELLE
STATIONNEMENT –DU 17 AU 19 JUILLET 2024

Arrêté n°293- juillet 2024-ST

RP/ AB

Le Maire de la Ville de CAUDRY, Conseiller Départemental,

Vu le Code Général des Collectivités Publiques, notamment ses articles L.2212-2, L.2213-1, L. 2213-2, L.2212-29 et L. 2331-4,

Vu l'article 417-6 du Code de la Route,

Vu l'article R 610-5 du Code pénal,

Considérant la requête en date du 08 juillet 2024 de Monsieur Corentin BRISSEZ, représentant la société Tommasini Menuiserie, 76 rue La Fontaine BP 20099 59620 Aulnoye Aymeries -sollicitant l'autorisation d'installer une nacelle rue de la République face au n°203.

ARRÊTE

Article 1 –Monsieur Corentin BRISSEZ, représentant la société Tommasini Menuiserie, est autorisé à occuper le Domaine Public sur le trottoir et la piste cyclable face au n°203 de la rue de la République à Caudry afin d'installer une nacelle dans le cadre de la pose de volets extérieures

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

Le dépassement sera interdit.

Un empiètement sur chaussée sera réalisé.

Une déviation des piétons sera installée en amont et en aval de l'emprise, et empruntera les passages piétons existants

Article 2 – Les panneaux réglementaires de signalisation de chantier, de restriction de la circulation ainsi que toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers seront mis en place et entretenus par l'Entreprise Tommasini Menuiserie pour permettre l'application des dispositions prévues à l'article 1 .

Article 3 – Cette autorisation est accordée du mercredi 17 juillet 2024 au vendredi 19 juillet 2024 inclus.

Article 4 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

Article 5– Pendant les travaux, le permissionnaire prendra toutes les mesures relatives à la protection des usagers du domaine public et des occupants des propriétés voisines par la mise en place de dispositifs adaptés aux nuisances rencontrées.

Article 6 – Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablir à ses frais. Cette remise en état fera l'objet d'un procès verbal de recollement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté.

Article 7 – Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

Article 8 – La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire.

Article 9– Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté sur les lieux des travaux.

Article 10– Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille – 5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 12 – Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis et publié selon la forme accoutumée.

Fait à Caudry, le 10 juillet 2024

Pour Le Maire,

Le Conseiller Municipal Délégué



Marc DEVIENNE